

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°806 / Septembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e trimestre 2024

Au deuxième trimestre, l'impact du mouvement social des premiers mois de l'année se fait toujours ressentir sur plusieurs secteurs d'activité. Bien que l'Indicateur du climat des affaires (ICA) progresse légèrement et demeure au-dessus de sa moyenne de longue période, cette évolution est portée uniquement par le secteur du BTP.

La consommation des ménages semble se stabiliser après plusieurs trimestres de recul, dans un contexte de résurgence de l'inflation.

Les prévisions d'activité sont toutefois favorables et comme les trimestres précédents, les chefs d'entreprises prévoient d'investir dans les 12 prochains mois.

Une reprise timide et parcellaire du climat des affaires

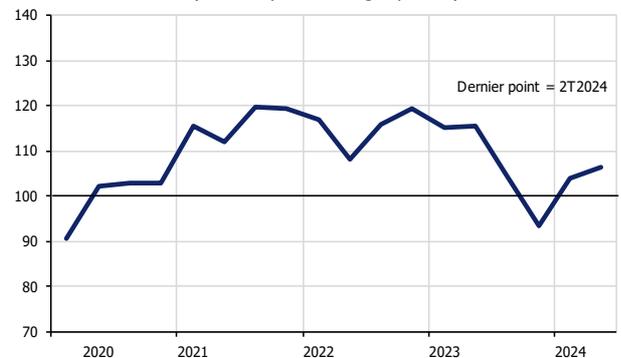
L'ICA se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période

Après une reprise significative au trimestre précédent (+10,5 points), l'ICA progresse de nouveau au deuxième trimestre (+2,5 points). Il s'établit désormais à 106,5 points, demeurant ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période, même s'il ne retrouve pas les niveaux atteints en 2022 et au premier semestre 2023.

Au deuxième trimestre 2024, selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité globale connaît un rebond après un début d'année entravé par les blocages. En effet, 68 % des chefs d'entreprises relatent une activité en hausse ou stable. Toutefois, les trésoreries demeurent dégradées et les niveaux de stocks sont faibles en raison notamment des délais de livraison allongés.

Pour le troisième trimestre, la progression prévue de l'activité ne concerne que le secteur du BTP. L'ensemble des chefs d'entreprises anticipent un allongement des délais de paiement, des difficultés à recouvrer les créances et aucune amélioration de la trésorerie.

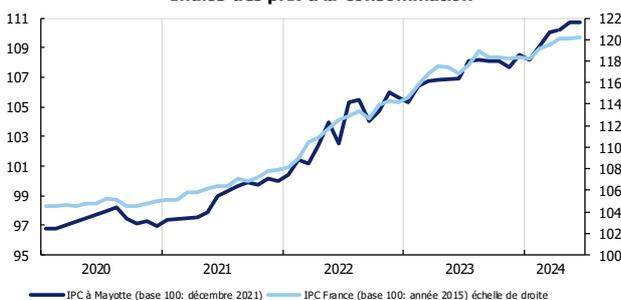
Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une inflation en légère hausse

Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,6 % au deuxième trimestre 2024, porté principalement par une hausse des prix de l'alimentation (+2,2 %), tandis que les prix des services (-0,8 %), de l'énergie (-0,7 %) et des produits manufacturés (-0,7 %) sont à la baisse.

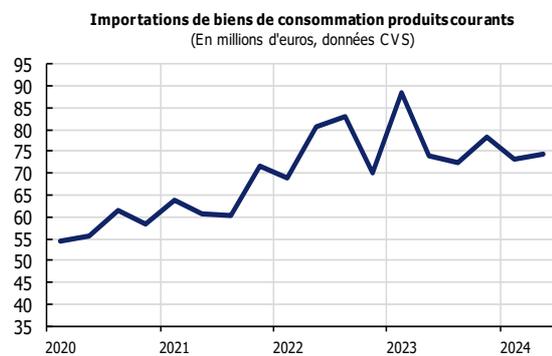
En glissement annuel à juin 2024, l'inflation accélère (+3,6 %, après +3,1 % en mars 2024) et demeure supérieure au national (+2,2 %). La hausse des prix de l'énergie pèse particulièrement (+9,8 %). En effet, hors énergie, l'inflation augmente de 2,9 % (+1,9 % au niveau national). Les autres postes contribuent également à cette croissance : les prix de l'alimentation progressent de 4,2 %, ceux des services de 2,7 % et ceux des produits manufacturés de 1,4 %.

Nouvelle baisse du nombre des demandeurs d'emploi

Au deuxième trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue de 3,1 % (CVS) par rapport à mars 2024. La tendance est plus prononcée chez les hommes (-5,6 %) que chez les femmes (-1,9 %). D'un point de vue générationnel, les moins de 25 ans connaissent la baisse la plus significative (- 3,5 %), suivis des 25-49 ans (-2,2 %), tandis que les DEFM A de plus de 50 ans augmentent de 1,9 %.

Ces chiffres indiquent une amélioration du marché de l'emploi qui s'étend sur désormais quatre trimestres consécutifs. Cependant, leur interprétation doit être nuancée. En effet, il demeure difficile d'évaluer avec certitude le marché du travail mahorais. Compte tenu des blocages qui ont eu cours sur le territoire en début d'année 2024, de nombreuses personnes ont pu rencontrer des difficultés pour leur enregistrement, rendant plus difficile la mesure du marché de l'emploi mahorais.

La consommation semble se stabiliser



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

La consommation des ménages semble se stabiliser en valeur, sans toutefois retrouver les niveaux des années précédentes. Les importations de produits courants remontent de 1,5 % (CVS) au deuxième trimestre et celles de biens d'équipement sont quasi-stables (-0,2 %, CVS).

Cependant, cette stabilisation ne semble être possible que grâce à un effet prix. En effet, en volume, ces agrégats reculent respectivement de 19,4 % (CVS) et de 3,8 % (CVS). Ces tendances peuvent probablement expliquer la hausse des prix que les chefs d'entreprises indiquent avoir pratiqué sur ce trimestre.

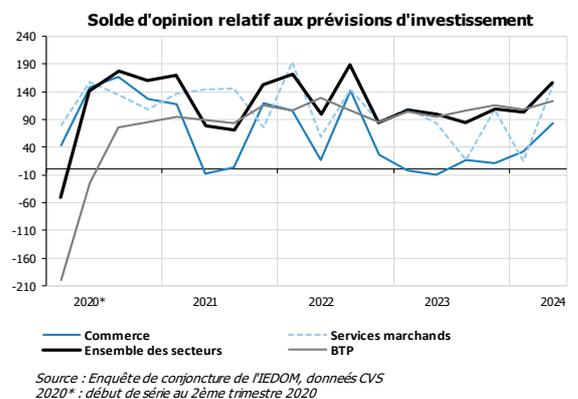
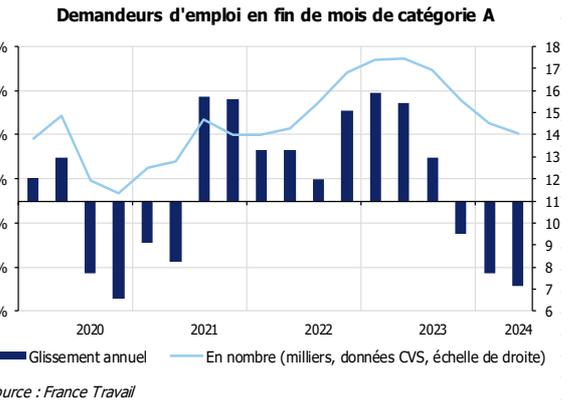
En glissement annuel, les importations de produits courants augmentent légèrement en valeur (+0,6 %, CVS). Celles de biens d'équipement progressent de 16,1 % (CVS), en raison principalement du faible niveau d'importations constaté pour ce poste au deuxième trimestre 2023.

Des prévisions d'investissement toujours favorables

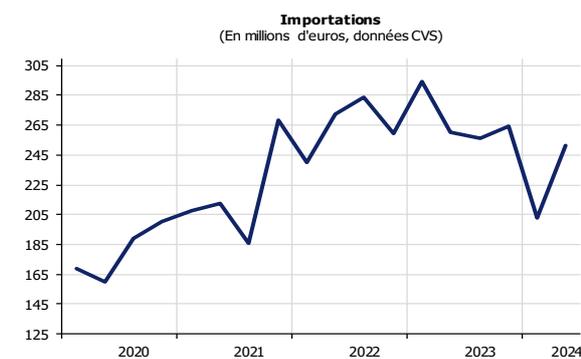
S'agissant de l'investissement des entreprises, en valeur, les importations de biens d'investissement augmentent de 17,9 % par rapport au trimestre précédent et l'encours bancaire des crédits d'investissement progresse de 5,4 %.

En glissement annuel, les importations de biens d'investissement reculent de 23,4 %, tandis que l'encours bancaire des crédits d'investissement progresse de 42,4 %.

Les prévisions d'investissement à un an sont particulièrement favorables dans l'ensemble des secteurs.



Une dynamique de rattrapage pour les importations



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Le deuxième trimestre 2024 est marqué par une forte hausse des importations en valeur (+23,9 %, CVS), principalement portée par le rebond de l'importation de biens intermédiaires (+26,6 %) et de biens d'équipement professionnel (+17,9 %). Cette tendance s'explique essentiellement par le rattrapage opéré ce trimestre suite à la chute observée en début d'année en raison du blocage de l'île.

En glissement annuel, le total en valeur des importations est en recul de 3,4 %.

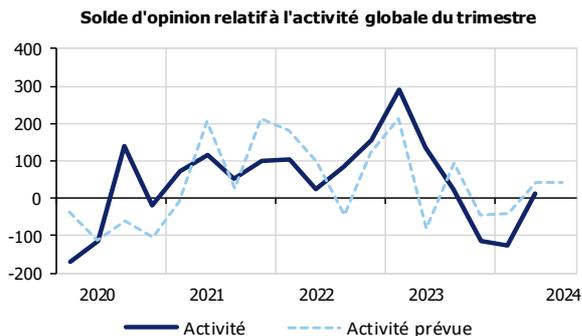
Concernant les exportations, celles-ci diminuent de 8,9 % au deuxième trimestre 2024, de même qu'en glissement annuel (-14,4 %).

Les exportations demeurent très faibles au regard des importations, le taux de couverture étant de 1 %.

Une activité portée uniquement par le secteur du BTP

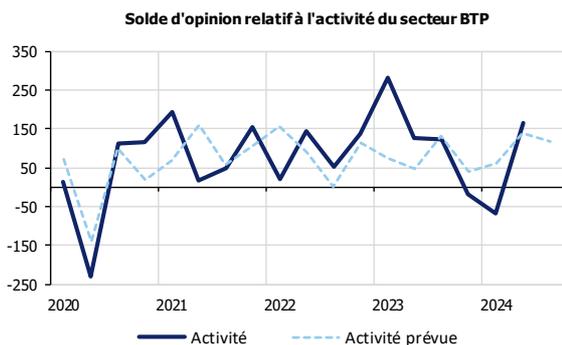
Après deux trimestres difficiles, on observe un retour timide de l'activité globale. Cependant, ce regain n'est notable que pour le secteur du BTP. Le commerce et les services marchands déplorent de nouveau une dégradation de leur activité. Les chefs d'entreprises observent également une détérioration de leurs trésoreries même si leurs carnets de commandes demeurent remplis.

Pour le troisième trimestre 2024, les perspectives semblent indiquer une légère progression de l'activité et du recrutement. Pour autant, les chefs d'entreprises anticipent une nouvelle dégradation de leurs trésoreries.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Un regain notable d'activité pour le BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

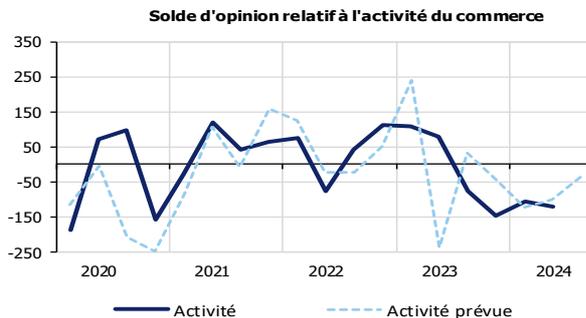
Au deuxième trimestre 2024, le secteur de la construction enregistre une nette augmentation de son activité par rapport aux deux trimestres précédents, alimentée par des carnets de commandes toujours remplis. Toutefois, les tensions de trésorerie s'accroissent.

Pour le troisième trimestre 2024, les professionnels de la construction sont optimistes et s'attendent à un maintien de leur activité ainsi qu'à une hausse des effectifs. Cependant, les délais de paiement devraient rester dégradés et pourraient impacter négativement les niveaux de trésorerie.

Une activité commerciale qui peine à se relever

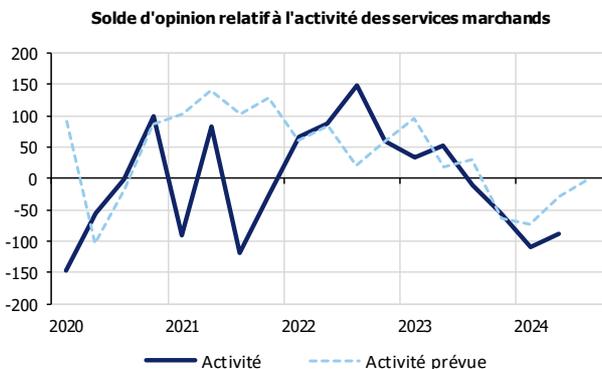
L'activité commerciale demeure faible au deuxième trimestre 2024. Les trésoreries se détériorent et les chefs d'entreprises indiquent avoir pratiqué une baisse des prix sur ce trimestre. En outre, ils annoncent avoir réduit leurs effectifs.

Pour le troisième trimestre 2024, bien que l'activité soit attendue en baisse, les dirigeants du secteur commercial espèrent une amélioration de leur trésorerie et une réduction de leurs charges.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une activité qui continue de se dégrader pour les services marchands



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les chefs d'entreprises des services marchands indiquent une activité toujours en baisse au deuxième trimestre 2024. Ils notent également des trésoreries en difficulté et des effectifs en baisse.

Concernant le troisième trimestre 2024, les professionnels du secteur prévoient une moindre dégradation de leur activité, qui reviendrait progressivement vers son niveau moyen de long terme. Malgré des anticipations favorables concernant les délais de paiement, ils s'attendent à une nouvelle détérioration des trésoreries et pensent augmenter les prix qu'ils pratiquent.

La conjoncture régionale et internationale

LES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE BIEN ORIENTÉES

En **Afrique du Sud**, l'économie se redresse au 2^e trimestre 2024 : la banque centrale estime la croissance économique à +0,6 %, après une légère contraction de 0,1 % au premier trimestre. Elle anticipe une amélioration de l'activité économique à moyen terme soutenue par un approvisionnement en électricité plus fiable et une amélioration de la logistique. Toutefois, l'économie sud-africaine peine à retrouver les rythmes de croissance d'avant la crise covid. L'inflation continue d'être au-dessus de l'objectif de 4,5 % de la banque centrale, qui maintient son taux directeur à 8,25 %.

À **Madagascar**, l'activité économique s'améliore au 2^e trimestre selon l'enquête de conjoncture de la Banque centrale. Cependant, les exportations de biens s'inscrivent en net repli au 1^{er} semestre 2024 : -27,9 % par rapport à 2023 sur la même période. Les exportations de vanille chutent de 43,2 %, en raison d'une forte contraction des prix mondiaux. Le secteur tourisme continue de connaître une croissance soutenue, s'approchant de sa performance d'avant crise sanitaire. L'inflation demeure relativement élevée (+7,3 % en avril et mai 2024), poussant la banque centrale à relever de nouveau son taux directeur à 9,5 %.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique s'inscrit en repli de 6,9 % au 2^e trimestre 2024 sur un an, après un bon 1^{er} trimestre (+11,4 %). Le nombre de touristes progresse néanmoins de 2,4 % sur le semestre par rapport au 1^{er} semestre 2023. La faible inflation (+0,6 % à juillet sur un an) pousse la Banque centrale seychelloise à maintenir son taux directeur à 1,75 % (juillet 2024).

À **Maurice**, l'activité économique ralentit en début d'année, avec une croissance du PIB de +0,8 % (CVS) au 1^{er} trimestre 2024, après 2 trimestres consécutifs très dynamiques (+2,3 % au 3^e trimestre 2023 et +2,4 % au 4^e trimestre). La demande intérieure reste soutenue, dans le sillage des investissements en produits de la construction, tandis que l'activité des entreprises exportatrices est mal orientée ce trimestre (-3,3 %, CVS, après +1,4 %). Les prévisions de croissance demeurent néanmoins positives : +6,5 % pour 2024 selon le Bureau statistique.

Aux **Comores**, l'activité économique est favorable en 2023, avec une hausse de plus de 3 % de la croissance du PIB selon la Banque mondiale. Cette croissance provient en partie du retour de la diaspora, notamment de France, et de l'activité liée aux « grands mariages ». La Banque mondiale confirme cette bonne orientation de l'économie comorienne dans l'avenir avec une croissance estimée à +3,9 % entre 2024 et 2026 en moyenne.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque mondiale.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RÉSISTE, MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon le FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement que prévu en avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du *World Economic Outlook* évoquait également le creusement des disparités entre les pays avec notamment une croissance particulièrement forte aux Etats-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance a été en effet supérieur aux attentes dans de nombreux pays, et plus faible que prévu aux Etats-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont ainsi légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit une croissance de 2,6 % pour les Etats-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 sous l'effet du ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint un creux. Le FMI prévoit un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation des ménages en lien avec la hausse des salaires réels, et à une hausse des investissements productifs en faveur de l'assouplissement progressif de la politique monétaire en 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au 2^{ème} trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine, respectivement estimés à 7 % et 5 %.

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Florence MAR-PICART – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF
Rédaction : A. CAMPS BRES, N. OUMOURI, R. RAULT – Éditeur : IEDOM